

**COMITE IRANIEN DE LUTTE
CONTRE LE TERRORISME
D'ETAT DE LA REPUBLIQUE
ISLAMIQUE D'IRAN**

A la suite de l'événement tragique qu'a constitué l'assassinat de trois dirigeants du P.D.K.I. et d'un opposant démocrate iranien le 17 Septembre 1992 à Berlin, un comité composé de personnalités indépendantes et de représentants de quelques organisations politiques à Paris a été créé à l'invitation du Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran.

Ce comité rejette tout discours tendant à faire douter du caractère terroriste de la République Islamique d'Iran. Il est indépendant de tout groupe ou organisation politique dans ses prises de positions et ses activités.

Ses objectifs sont les suivants:

La lutte contre le terrorisme de la République Islamique, la dénonciation des crimes de ce régime, la défense de la vie humaine à l'intérieur et à l'extérieur du pays et le suivi sans relâche des dossiers des victimes de cette terreur, quelle que soit leur idéologie ou leur appartenance politique.

Nous invitons tous les compatriotes en accord avec ce programme et ces objectifs à nous soutenir et à se joindre à nous.

Nasser ETEMADI

Nasser PAKDAMAN

Syrous DJAVIDI

Hassan HESSAM- représentant de l'Organisation des
Travailleurs Révolutionnaires d'Iran-
La Voie des Ouvriers.

Hossein DOWLAT ABADI

Hemad SHIBANI- représentant de l'organisation des
Guerrilleros Fedayins du Peuple d'Iran.

Rassoul QADERI- représentant du Parti Démocratique du
Kurdistan d'Iran.

Parviz QALITSH KHANI

Ali KASHTAGAR

Parviz NAVIDI- représentant de l'Organisation des
Fedayins- Iran.

17 Mars 1993

Le Comité Iranien Contre la Répression Et le Terrorisme d'Etat a été fondé en mars 1993 au lendemain de l'assassinat de 4 dirigeants kurdes iraniens à Berlin. Composé de diverses personnalités de l'opposition iranienne en exil, il se veut indépendant des partis politiques. Il se fixe comme but la sensibilisation de l'opinion publique internationale aux violations des droits de l'homme en Iran et au terrorisme d'Etat pratiqué par la République Islamique à l'encontre de ses opposants à l'étranger.

L'ARRESTATION D'UN DISSIDENT

Le 14 mars 1994 Ali Akbar SAIDI-SIRJANI, écrivain, poète et universitaire iranien, a été arrêté en compagnie du poète Nyaz KERMANI dans une imprimerie à Téhéran. Quelques heures après, des individus se présentant comme des agents du "Bureau de lutte contre la corruption" ont pénétré dans sa maison pour sceller sa bibliothèque et confisquer ses notes personnelles.

L'historique

Depuis 1949 et la publication de sa première oeuvre, M. SAIDI-SIRJANI a été à l'origine d'un nombre considérable de publications notamment des recueils de poésie, et des travaux d'érudition. Au cours des dernières années, il s'est fait remarquer par ses prises de position courageuses sur la censure gouvernementale en Iran. Plusieurs fois il a été l'objet de campagnes de dénigrement par une partie de la presse iranienne et tout particulièrement par le quotidien Keyhan (le porte-parole de ce qu'il est convenu d'appeler, pour simplifier, la fraction radicale du régime islamique). Keyhan l'avait accusé d'être à la fois un mercenaire des puissances étrangères, un communiste, un franc-maçon, un espion d'Israël et un agent du SAVAK [la police politique de l'ancien régime]. Le procès en diffamation intenté par M. SAIDI-SIRJANI contre ce journal a abouti à un non-lieu en février 1994.

Un certain nombre de ses ouvrages ont été interdits de publication ou de réédition. Il avait été l'objet d'un rapport de l'organisation non-gouvernementale *Middle East Watch* sur les limites de la liberté d'expression en Iran publié en 1993 (*Guardians of thought: limits on Freedom of expression in Iran*, pages 78 à 90 "Profile of Ali Akbar Saidu-Sirjani").

Les accusations

Le 25 avril, quarante jours après son arrestation, un officier des services de sécurité iranienne a rendu publique une liste des accusations portées contre M. SAIDI-SIRJANI. ou figurent: pratiques homosexuelles, trafic de drogue, production de boisson alcoolique et des contacts financiers avec des contre-révolutionnaires à l'étranger. En plus, d'après l'autorité citée, M. SAIDI-SIRJANI a "reconnu" le bien-fondé de toutes ces accusations. Connaissant la pratique judiciaire sous la République Islamique, cet homme de 73 ans, marié et père de trois filles, risque actuellement la peine capitale.

Les Protestations

Téhéran- Soixante et onze écrivains iraniens ont signé la lettre ouverte suivante au chef du pouvoir judiciaire:

"Comme vous le savez, M. Ali Akbar SAIDI-SIRJANI, écrivain et chercheur contemporain, a été arrêté le 14 mars 1993 et depuis, à l'exception de deux brèves conversations téléphoniques avec sa famille, on n'a aucune nouvelle de lui. Il est ainsi privé de ses droits humains, civiques et légaux.

Nous soussignés, écrivains d'Iran, exprimons notre inquiétude quant aux modalités de son arrestation et de son traitement humiliant par la presse qui révèlent l'insécurité professionnelle des écrivains du pays. Nous demandons, une clarification légale de son cas et sa libération dans les plus brefs délais."

Parmi les signataires figurent Ahmad SHAMLOU, Shahrnoush PARSIPOUR, Simine DANESHVAR, Simine BEHBEHANI, Houshang GOLSHIRI, Bahram BEYZAJI, Reza BARAHANI et Mahmoud DOLATABADI. La presse locale n'a fait aucune mention de cette lettre.

Europe et Amérique du nord- Un comité de défense des droits de Saidi-Sirjani a été mis en place par des intellectuels en exil. Dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations Unies, ce comité a demandé son intervention pour garantir à M. SAIDI-SIRJANI le droit de choisir son avocat ainsi qu'un procès public et accessible à la presse internationale.

Dans plusieurs communiqués, "l'Association des Ecrivains Iraniens (en exil)" ainsi que plusieurs groupes d'universitaires iraniens à l'étranger ont condamné cette arrestation arbitraire.

Dernière nouvelle

La presse de Téhéran a publié le 2 Juin les "aveux" de M. SAIDI-SIRJANI. Dans un texte de 4 pages, présenté sous forme d'une lettre adressée à "Mon cher juge d'instruction", l'écrivain fait une autocritique de son "hostilité aveugle vis-à-vis des valeurs révolutionnaires et religieuses du peuple" et reconnaît avoir reçu l'aide financière de l'opposition en exil. Sous la République Islamique, cette sorte d'autocritique humiliante a été fréquemment imposée aux prisonniers politiques.



Abbas Amir Entezam, Vice-premier ministre du gouvernement provisoire (1979-80), Ambassadeur du gouvernement islamique en Suède (1980-81) est en prison depuis 1981. Accusé d'espionnage, object permanent de torture et de mauvais traitement, il ne demande qu'un réexamen de son dossier par des instances judiciaires en présence des observateurs internationaux.

L'échange des lettres suivant a eu lieu récemment entre lui et Madame Renate Schmidt, député au Parlement de l'Allemagne..

Abbas Amir Entezam:

« CE REGIME TOTALITAIRE CONTINUERA SES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME »

Prison de Téhéran, Juin 1995

Mr., Abbas Amir Entezam
Evin-Prison
Teheran-Iran

15, February 1995
dp-kn durchwahl: 2266
Fax: 4126-1266

A l'attention de Mme Reneta Schmit, député au parlement et présidente de fraction :

Madame,

Le 15 mai 1995, j'ai reçu une copie de votre lettre du 15 février 1995 et ce indirectement. Comme vous n'êtes pas sans le savoir durant ces 16 dernières années, il me fut interdit de recevoir du courrier et cet état de fait dure toujours. Pour cette raison, votre lettre qui m'a été envoyée à la prison d'Evine ne m'a pas été remise. Une copie de celle-ci m'a été donnée indirectement par votre ambassade à Téhéran.

Je vous remercie beaucoup de vos sentiments humanitaires à mon égard. J'espère qu'avec votre aide, ainsi que celle de la commission des droits de l'homme du parlement de l'Allemagne et le gouvernement de M. Kohl, qui, tout en gardant ses relations politiques et économiques, a critiqué le régime anti-humanitaire et religieux iranien et ce lors de ses pourparlers; il sera possible d'organiser mon procès en présence des avocats de la défense, un jury et une mission d'observation constituée des organisations mondiales des droits de l'homme. Ce que vous avez entendu, lu ou appris sur les violations des droits de l'homme durant ces 16 dernières années par ce régime illégitime et illégal est une goutte d'eau face à la mer des actes inhumains de celui-ci. Je suis l'un des millions de victime d'orgueil, de la violation des lois et de la sauvagerie des dirigeants de ce régime. Ils n'ont pas le courage de me juger et contrairement aux lois, durant ces 16 ans ils n'ont pas accepté de me juger publiquement. Ils sont conscients que je n'accorde, p.2

Dear Mr. Entezam,

I was deeply touched and greatly outraged upon learning of the terrible conditons under witch you have had to live in prison now for many years. I greatly admire your tremendous courage and your unbendig will. I thoroughly applaud your efforts to establish a democratic society in Iran through the use of no-violent neans.

The tortures and the feign executions that you have suffered are a flagrant violatton againat all human rights.

I believe the terrible conditons of Your imprisonment among the fallowing points are all crimes against humanity:

1. the overcrowded conditions of the prison,
2. the policy to deny youthe rightto sleep.
3. the denil of your right to postal access for 13 years and
4. a tow-year isolation-imprisonment.

I will therefore with all means at my disposal try to initiate afaire trall, according to your countries constitution. I will further demand a defense lawyer put at your disposal well as an open and fair trial.

My party, the Social Democratic Party of Genrmany, SPD, will continue to promote human rights not only in Iran but in the entire world.

I hope that you soon have your opportunity for a fair trail.

your sincerely
Renate Schmidt, Member of Parliament fraction-leader

aucune importance à la mort, et tant que je serai en vie je défendrai les droits bafoués de mes compatriotes ainsi que les miens, et j'évoquerai toutes leurs violations des droits de l'homme, preuves à l'appui, lors de mon procès. Suite à ma plaidoirie de défense, ce régime ne pourra plus poursuivre son règne despotique et totalitaire.

Madame,

Comme vous n'êtes pas sans le savoir, durant ces 16 dernières années, non seulement l'Iran s'est détruit et des millions d'hommes et de femmes ont trouvé la mort sur le front d'une guerre provoquée par les agissements irresponsables des responsables du régime de la république, mais des centaines de milliers de femmes ont perdu leur mari et des centaines de milliers d'enfants ont perdu leur père. Abandonnés à un sort inconnu, pour survivre, certains se sont prostitués et ont corrompu la société.

Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes compétents et conscients des problèmes internationaux furent exécutés pour avoir exprimé leurs opinions ou se sont exilés ou se sont tus. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes iraniens épris de liberté ont tout perdu dans les prisons.

Aujourd'hui l'Iran et son peuple civilisé, avec une culture millénaire, est présenté comme un peuple sauvage aux yeux du monde. Des millions de ces exilés coulent des jours difficiles dans d'autres pays du monde.

Tant que les pays démocrates n'aident pas notre peuple opprimé et ne défendent pas nos droits, ce régime totalitaire continuera ses violations des droits de l'homme et notre situation économique, culturelle, sociale, morale et ... ainsi que notre sécurité s'aggraveront.

Notre seule issue de sortie est la restauration de la démocratie par la libre consultation de l'opinion publique de ce peuple sans défense et opprimé. Ce qui ne sera pas possible sans l'aide des organisations des droits de l'homme et le soutien des gouvernements démocrates.

Les dirigeants ignorants et inconscients des problèmes politiques de notre temps ont isolé l'Iran et l'ont présenté en tant qu'un peuple sauvage au monde civilisé. L'économie en faillite du pays a fait courber l'échine de notre peuple malgré tous les progrès scientifiques pour soigner les maladies le peuple a recours aux plantes et herbes. Pour citer un exemple des agissements anti-humanitaires du régime iranien sur ma personne et l'utilisation des menottes à l'hôpital je vous invite à consulter la photo publiée dans EXPRESS (numéro spécial 1994, page 133).

Madame,

pour quelle raison notre pays doit-il s'isoler et ne pas avoir de relations politiques avec certains pays dont les Etats-Unis d'Amérique ?

Pourquoi ne doit-on pas reconnaître l'existence de l'Israël ?

Pour quelle raison et contre l'avis de la majorité du peuple réaliste iranien devons-nous être en situation de guerre avec l'Israël ?

Pourquoi ce régime anti-humanitaire doit-il terroriser le monde par ses actes terroristes ?

Pourquoi notre peuple doit-il être privé des élections libres et des référendums pour désigner son régime ? et pourquoi ...

Existe-il une autre solution que la restauration de la démocratie ? Sans l'aide des pays démocrates et industrialisés celle-ci est-elle possible ? Bien sûr que non. Pour définir son sort, notre peuple est prêt à tous les sacrifices.

C'est ce que vous avez constaté durant ces dernières années lors des événements de Ghazvin, Eslam chahr, Chiraz, Tabriz, Machhad et Téhéran. Mais le sacrifice de notre peuple seul ne pourra pas résoudre le problème, il doit être accompagné de l'aide des organisations des droits de l'homme et de peuples épris de liberté du monde. Par conséquent, je demande à tous les peuples et pays européens et autres de faire pression sur ce régime (Et non pas sur le peuple iranien).

Il faut obliger ce régime à organiser le libre référendum sous l'observation des Nations-Unis, afin que le peuple iranien puisse désigner son régime. Ainsi, en faisant pression sur le régime illégal iranien, il faut l'obliger à organiser des élections parlementaires (mars 1996) et des élections présidentielles (avril 1996) sous l'observation des Nations-Unis, afin que le peuple iranien puisse participer librement aux élections et décider de son sort. Ainsi nous pourrions rejoindre la société des pays civilisés et assumer notre part de responsabilité dans l'instauration de la paix mondiale et la reconstruction de notre pays.

Madame,

je vous prie d'informer la commission des droits de l'homme des Nations-Unis, d'Amnesty international, de la commission des droits de l'homme du parlement européen et de tous les pays européens, des sept pays industrialisés du monde, de l'Inde, le Pakistan, la Malésie, la Turquie, l'Egypte, l'Afrique du sud, l'Argentine, l'Israël et la Nouvelle Zélande.

En espérant que vos efforts et ceux de toutes les personnes éprises de liberté instaurent la démocratie en Iran.

Veillez agréer, Madame, l'expression de mes parfaite considération.

Abbas AMIR ENTEZAM

Vice premier ministre du gouvernement provisoire.

Téhéran, Prison du ministère des renseignements.



Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat

Communiqué de presse

30 janvier 1997

Quelques jours avant sa nouvelle arrestation et par une lettre qui nous est parvenue, le journaliste iranien, **Faradj Sarkouhi**, écrit en guise de testament:

"Je m'attends à chaque instant que les agents des renseignements reviennent pour m'arrêter, me remettre en cachot, me torturer encore et finalement me tuer, déguisant leur crime en suicide."

Le mercredi 29 janvier, nous avons reçu une lettre manuscrite datée du 2 janvier 97 que le journaliste iranien, **Faradj Sarkouhi**, a pu faire passer à l'extérieur et dans laquelle il nous fait part de "ses malheurs épouvantables, de tout ce qu'il a dû subir comme sévices, tortures et extorsions d'aveu", depuis le 3 novembre 1996, date où il a été porté disparu, alors qu'il était arrêté et détenu dans un geôle de la police islamique iranienne.

Deux jours avant la réception de cette lettre, nous avons été informé par sa famille en Iran que M. Sarkouhi est de nouveau arrêté. Or on sait que depuis sa libération, le 20 décembre 96, il a vécu constamment sous la surveillance policière et dans la crainte d'une nouvelle arrestation.

Dans sa lettre, d'une quinzaine de pages, dont nous reproduisons ici quelques extraits et qui sera bientôt traduite et mise à la disposition de la presse et de l'opinion publique en France, Sarkouhi se dit victime d'un complot ourdi par les services de renseignements iraniens qui veulent "utiliser comme un agent secret aux services de l'Allemagne" pour faire pression sur le gouvernement allemand afin qu'il intervienne dans le déroulement du procès Mikonos qui a déjà mis en cause la responsabilité des autorités iraniennes dans l'assassinat de Berlin.

"Je ne sais pas combien de temps me reste-t-il encore? à chaque instant, ils peuvent venir m'arrêter, me tuer et faire passer leur crime pour un suicide. De nouvelles tortures et la prison m'attendent... Je suis victime d'un plan, d'une machination tramée par le ministère des renseignements iraniens et qui n'est pas encore arrivée à son terme..."

"Le 3 novembre 1996, je suis arrêté à l'aéroport de Mehrabad à Téhéran, on me bande les yeux en me poussant dans une voiture, on m'emmène dans un des cachots secrets de ce même ministère où je vais être détenu jusqu'au 20 décembre... on me frappe, on me brutalise... on m'insulte... et tard dans la nuit un agent de sécurité présenté comme un haut responsable vient me dire que je dois payer pour les autres... pour que les intellectuels restent à leur place..."

"Ils m'ont torturé pour m'extorquer des aveux, ils m'ont forcé à écrire des mensonges et à les répéter devant la caméra et la vidéo, à "avouer" que j'ai des relations avec l'attaché culturel allemand et français en Iran, qu' je suis un de leurs agents, un espion à leur solde, que le gouvernement allemand paye ma femme, que les deux attachés culturels impriment leur ligne au mensuel Adineh et à l'association consultative des écrivains iraniens..."

"Actuellement je suis brisé et sans espoir... Celui qui est en possession de cette lettre, trois jours après mon arrestation ou ma mort, pourra la faire parvenir à ma femme et la publier."

Depuis le lundi 27 janvier, nous sommes sans nouvelles de Faradj Sarkouhi. Il est encore une nouvelle fois porté disparu or on sait qu'il est dans la main de ses bourreaux. Mais comme il dit dans sa lettre ou dans ce que l'on peut considérer son testament, le pire peut arriver à chaque instant... à moins qu'à l'image de la précédente campagne pour sa défense, la protestation internationale arrive à obtenir sa libération et surtout la liberté pour lui de se rendre à l'étranger afin de vivre en sécurité, hors des menaces perpétuelles des services de la répression et de la terreur de la République islamique d'Iran.

Avant sa nouvelle arrestation et par une lettre qui nous est parvenue, le journaliste iranien, **Faradj Sarkouhi**, écrit en guise de testament:

“A chaque instant, je m’attends à ce que les agents de renseignements reviennent pour m’arrêter, me remettre en cachot, me torturer encore et finalement me tuer, déguisant leur crime en suicide.”

Le lundi 27 janvier, nous avons été informé que le journaliste iranien, **Faradj Sarkouh** est de nouveau arrêté, après avoir passé 47 jours en prison à la suite de sa première arrestation, le 3 novembre 1996. Or on sait que depuis sa libération, le 20 décembre 96, il a vécu constamment sous la surveillance policière et dans la crainte d’une nouvelle arrestation.

Par ailleurs, nous venons de recevoir une lettre manuscrite de Sarkouhi qui a pu la faire passer à l’extérieur. Dans cette lettre, datée du 2 janvier 97, c’est-à-dire vingt jours avant sa nouvelle arrestation, le journaliste et éditorialiste du journal indépendant, *Adineh*, nous fait part de *“ses malheurs épouvantables, de tout ce qu’il a dû subir comme sévices, tortures et extorsions d’aveu”*, depuis le 3 novembre 1996, date où il a été porté disparu, alors qu’il était, en réalité, arrêté et détenu dans un geôle de la police islamique d’Iran.

Dans sa lettre, d’une quinzaine de pages, dont nous reproduisons ici quelques extraits et qui sera bientôt traduite et mise à la disposition de la presse et de l’opinion publique en France, Sarkouhi se dit victime d’un complot préparé et exécuté par les services de renseignements iraniens afin de faire pression sur le gouvernement allemand dans l’affaire du tribunal de Mikonos où la responsabilité des autorités iraniennes dans l’assassinat des quatre opposants kurdes iraniens a été mise en évidence.

“Je ne sais pas combien de temps me reste-t-il encore? à chaque instant, ils peuvent venir m’arrêter, me tuer et faire passer leur crime pour un suicide. De nouvelles tortures et la prison m’attendent... Je suis victime d’un plan, d’une machination tramée par le ministère iranien des renseignements et qui n’est pas encore arrivée à son terme...”

“le 3 novembre 1996, je suis arrêté à l’aéroport de Mehrabad à Téhéran, on me bande les yeux en me poussant dans une voiture, on m’emmène dans un des cachots secrets de ce même ministère où je vais être détenu jusqu’au 20 décembre...on me frappe..on me brutalise.. on m’insulte.. et tard dans la nuit un agent de sécurité présenté comme un haut responsable vient me dire que je dois payer pour les autres... pour que les intellectuels restent à leur place...”

“Ils m’ont torturé pour m’extorquer des aveux, ils m’ont forcé à écrire des mensonges et à les réciter devant la caméra. j’ai dû “avouer” que j’ai des relations avec l’attaché culturel allemand et français en Iran, que je suis un de leurs agents, un espion à leur solde, que les deux attachés culturels impriment leur ligne politique au mensuel Adineh et à l’association consultative des écrivains iraniens..

“Actuellement je suis brisé et sans espoir..Celui qui est en possession de cette lettre, trois jours après mon arrestation ou ma mort, pourra la faire parvenir à ma femme et la publier.”

Depuis le lundi 27 janvier, nous sommes sans nouvelles de Faradj Sarkouhi. Il est encore une nouvelle fois porté disparu or on sait qu’il est dans la main de ses bourreaux. Mais comme il dit dans sa lettre, dans ce que l’on peut considérer son testament, le pire peut arriver à chaque instant... à moins qu’à l’image de la précédente campagne pour sa défense, la protestation internationale arrive à obtenir sa libération et surtout la liberté pour lui de pouvoir se rendre à l’étranger afin de voir sa famille et vivre en sécurité, hors des menaces perpétuelles des services de la répression et de la terreur de la République islamique d’Iran.

**Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d’Etat
Association pour la Défense des Prisonniers Politiques et d’Opinion en Iran
Association des Ecrivains Iraniens en Exil**



Ali Kaménéï
Guide spirituel



Ali Akbar Rafsandjani
Président de la République



Ali Akbar Vélayati
Ministre des Affaires étrangères



Ali Fallahian
Ministre des Renseignements

Un tribunal international pour les dirigeants iraniens coupables de terrorisme

Cinq ans après l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens dont **Sadegh Sharafkandi**, le secrétaire général du *Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran*, le verdict du tribunal de Berlin accuse l'Etat iranien et ses dirigeants d'avoir commandité cet acte terroriste. Ainsi, le guide spirituel et suprême de la République islamique, **Ali Khaménéï**, le président de la République, **Ali Akbar Rafsandjani**, le ministre des Affaires étrangères, **Ali Akbar Vélayati**, et le ministre des Renseignements, **Ali Fallahian**, sont désignés et mis en cause comme criminels et terroristes.

Ce jugement, historique et sans précédent, renforce la détermination de toutes les forces démocratiques et éprises de liberté dans le monde à continuer leur combat contre le terrorisme islamiste et pour la cause de la démocratie et des libertés en Iran.

En effet, depuis l'avènement de la République islamique en Iran en 1979, plus de **200** attentats terroristes ont été commis contre les opposants iraniens dans **21** pays du monde. Environ **350** personnes ont été victimes du terrorisme d'Etat iranien. En France même, **8** exilés politiques dont l'ancien premier ministre, **Chapour Bakhtiar**, ont été assassinés à l'instigation des plus hautes autorités du régime iranien.

Poursuivant à l'extérieur le terrorisme d'Etat à l'encontre de ses opposants politiques, le régime iranien ne cesse de soutenir matériellement et moralement les groupes intégristes et terroristes dans le monde et en particulier au Proche-Orient. A l'intérieur du pays, il mène une politique de répression et de terreur dans la violation la plus flagrante des droits de l'homme et des libertés les plus fondamentales. Toutes les couches de la population, femmes, jeunes, fonctionnaires, ouvriers, intellectuels, journalistes, écrivains... pâtissent du despotisme et de l'intégrisme imposés par les tenants du pouvoir en place.

Nous appelons les mouvements et les forces démocratiques et de liberté en France et dans le monde à conjuguer leurs efforts pour :

- condamner toute politique de complaisance ou de conciliation des Etats à l'encontre du régime terroriste iranien.

- exiger la tenue d'un tribunal international afin de juger les dirigeants de la République islamique d'Iran pour crimes contre l'humanité.

26 avril 1997

Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat
Association de Défense des Prisonniers Politiques et d'Opinion en Iran

APPEL COMMUN

Pour la mémoire de Mohammad MOKHTARI
Pour la solidarité avec les écrivains et les opposants iraniens
Pour la condamnation du terrorisme du Mafia étatique de la République islamique d'Iran

Dans l'après-midi du mercredi 9 décembre, le corps de Mohammad MOKHTARI, poète et écrivain, disparu depuis le jeudi 3 décembre, a été retrouvé étranglé dans un terrain vague des environs de Téhéran

Mohammad MOKHTARI est un nom célèbre du monde des lettres de l'Iran contemporain. Son œuvre comprends, en plus de nombreux articles de revues, plusieurs essais littéraires et culturels et des recueils de poèmes. Mohammad MOKHTARI qui avait passé près de 3 ans dans les prisons de la République Islamique (1983-85), était un membre très actif de l'Association des Ecrivains Iraniens (A.E.I.), association bannie et sévèrement réprimée par la République Islamique depuis l'été 1981. Ex - membre du bureau exécutif de l'A.E.I. (1980-81), un des rédacteurs et signataires du « texte des 134 » écrivains pour la liberté de pensée et d'expression (octobre 1984), il militait activement pour la reprise des activités de cette association professionnelle, laïque et démocratique.

Un des initiateurs et rédacteurs de la nouvelle charte de l'A.E.I, Mohammad MOKHTARI en compagnie de six autres membres d'un comité de préparation avait rendu public, le 9 septembre dernier, le texte de cette nouvelle Charte, accompagné d'une invitation à une assemblée générale de tous les écrivains signataires, et annonçant ainsi la reprise prochaine des activités de l'A.E.I. . Quelques jours plus tard, les membres du Comité de préparation ont été arrêtés par les services de sécurité sous prétexte de « tentative d'organisation d'une réunion non - autorisée ». Relâché, après quelques jours, comme les autres membres du Comité de préparation, il sentait venir le sanglant danger que fait peser l'intégrisme fascisant sur toute forme d'expression libre de la pensée et de l'opinion. Faut-il rappeler qu'un de ses derniers articles avait pour titre «angoisse» et qui discutait de la « situation d'angoisse », caractérisée notamment par l'insécurité et l'arbitraire ?

Mohammad MOKHTARI a été enlevé et lâchement assassiné quelques jours après

- l'assassinat sauvage de Daryouche FOROUSHAR et de sa femme, Parvaneh ESKANDARI, (21 novembre 1998),

la mort survenue le 25 novembre, dans des circonstances éminemment suspectes du sociologue Madjid CHARIF, six jours après sa disparition (19 novembre).

La nouvelle de sa tragique disparition nous parvient au même moment que celle de l'enlèvement d'un autre membre du Comité de préparation de l'Assemblée des signataires de la nouvelle Charte de l'A.E.I. : Mohammad POUYANDEH, sociologue et critique littéraire et traducteur des auteurs comme G. Lukacs, L. Goldmann et M. Bakhtine

L'Association des Ecrivains Iraniens en exil,

L'Association pour la défense des Prisonniers Politique et d'Opinion en Iran,

et Le Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'état

Condamnent vigoureusement cette nouvelle vague de terreur sauvage et obscurantiste qui s'abat sur l'Iran de progrès, de liberté et des Lumières,

Appellent les instances internationales, les associations de défense des droits de l'homme, le Parlement international des Ecrivains et les organisations syndicales et politiques

- à condamner cette nouvelle vague de disparitions et d'assassinats des écrivains et des opposants politiques iraniens'

- à saisir les autorités de Téhéran pour leur rappeler leur responsabilité quant à la garantie des droits les plus élémentaires des individus,

- à déployer leur moyen pour mettre en œuvre une commission indépendante et internationale pour enquêter sur ces disparitions et assassinats.

Paris, le 10 décembre 1998

IRAN, Répression, Terreur

Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat

42, Rue monge 75005 Paris France
Fax : (0033) 0143441452
CCP 8948268 W la source

COMMUNIQUE

Paris, le 22 juin 1999

Sauvons la vie de treize Iraniens de confession juive

Sous prétexte d'espionnage au profit d'Israël et des Etats-Unis, les Renseignements du gouvernement iranien ont arrêté treize Iraniens de confession juive. Doré et déjà, certaines autorités de Téhéran ont publiquement demandé la peine de mort pour les détenus. C'est la même logique qui prédomine toujours : la République islamique ne voit partout que des espions, ce qui lui a permis de mener, depuis vingt ans, une politique de répressions systématiques à l'endroit de tous les Iraniens, notamment des minorités religieuses.

Nous craignons aujourd'hui que nos compatriotes juifs servent de bouc émissaires des conflits internes de pouvoir des factions rivales du régime islamique. Comment accorder le moindre crédit aux propos du gouvernement islamique dont les mêmes Renseignements ont reconnu avoir commandité et mis à exécution les meurtres politiques des opposants et intellectuels ? Comment faire confiance au pouvoir judiciaire du régime iranien lorsque celui-ci est l'instrument légal des persécutions des plus démunis ?

Le « Comité Iranien contre la répression et le terrorisme d'Etat » condamne vigoureusement l'arrestation des treize Iraniens juifs. En participant au rassemblement du mardi 22 juin 1999 devant l'ambassade d'Iran à Paris, il exprime sa solidarité avec les détenus ainsi que leurs proches. Il demande également à tous les démocrates et organisations de défense des droits de l'homme d'interpeller d'urgence, avant qu'il ne soit trop tard, les autorités de Téhéran pour sauver la vie des détenus.

Paris, le 13 décembre 1998 Iran, nouvel assassinat : Mohammad Pouyandeh, critique d'art, a été retrouvé étranglé. Cinq jours après sa disparition, Mohammad Pouyandeh, critique d'art, traducteur et membre actif de l' " Association des écrivains " en Iran, a été découvert mort étranglé à Téhéran, dimanche 13 décembre. M. Pouyandeh avait disparu, mercredi 9 décembre, le jour même où l'on a découvert, près de Téhéran, le corps supplicié et étranglé de Mohammad Mokhtari, poète, chercheur et membre de l' " Association des écrivains " en Iran, disparu également six jours auparavant. Né en 1953, Mohammad Pouyandeh avait fait ses études en France en sociologie dans les années 70. Il était alors membre de la " Confédération internationale des étudiants iraniens " qui luttait contre la dictature du Shah. Homme de lettres productif et très apprécié pour son indépendance d'esprit et la qualité de ses travaux, M. Pouyandeh devient, après la révolution islamique, un des collaborateurs actifs des publications indépendantes laïques en Iran. Il avait introduit en persan une vingtaine d'ouvrages d'auteurs tels que Honoré de Balzac, Georges Lukács, Lucien Goldmann, Mikhaïl Bakhtine, Max Horkheimer... et traduit récemment, à l'occasion du cinquantenaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, Droits de l'homme : questions et réponses, ouvrage, publié par l'UNESCO. M. Pouyandeh était membre du " Conseil de la publication des livres " en Iran, conseil fondé récemment et composé de traducteurs et d'éditeurs indépendants qui se sont proposés de coordonner les publications des ouvrages traduits en persan. Il était également membre très actif du " comité de préparation de l'assemblée générale des écrivains iraniens " pour relancer l'activité publique de l' " Association des écrivains " en Iran, qui milite depuis vingt ans contre la censure en République islamique. A cet effet, il avait signé, le 9 septembre 98, avec d'autres écrivains, une charte demandant la liberté inconditionnelle de pensée et d'expression, la fin de la censure, la sécurité et le respect de la dignité des individus. Ce qui lui a valu d'être convoqué et interrogé par les services secrets iraniens. L'assassinat de M. Pouyandeh intervient dans un moment tragique où en l'espace de trois semaines les rapt et assassinats ont déjà fait cinq victimes au rang des intellectuels et opposants iraniens. Samedi 12 décembre, cinquante écrivains ont signé et rendu public en Iran deux lettres ouvertes, adressées respectivement aux Iraniens et au Président de la République islamique d'Iran, dans lesquelles ils ont exprimé leur profonde inquiétude quant au danger de mort qui menace sérieusement la vie des écrivains et des démocrates en Iran. Ils ont rappelé au Président Khatami sa responsabilité, en tant que chef d'Etat, en lui demandant de prendre rapidement des mesures concrètes de nature à garantir : 1- la sécurité des écrivains ; 2- les conditions permettant la réactivation de leur Association professionnelle ; 3- la poursuite judiciaire et la punition de tous ceux qui ont été à l'origine de tous les meurtres de ces dernières années en Iran etc. Le " Comité iranien contre la répression et le terrorisme d'Etat " condamne vigoureusement l'assassinat de M. Pouyandeh. Il réitère sa demande, auprès des Etats européens et des organisations des droits de l'Homme : de condamner la nouvelle vague de disparitions et assassinats des écrivains et des opposants iraniens ; n de saisir les autorités de Téhéran pour leur rappeler leur responsabilité quant à la garantie des droits les plus élémentaires des individus ; n de déployer d'urgence tous les moyens nécessaires afin de mettre en oeuvre, et d'envoyer en Iran, une commission d'enquête indépendante et internationale pour déterminer les responsabilités et circonstances précises de ces rapt et assassinats.

Signer la pétition

IRAN, Répression, Terreur

Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat

42, Rue Monge 75005 Paris France
Fax : (0033) 0143441452
CCP 3943263 W la source

Paris, le 26 août 1999

Lettre ouverte aux organisations de défense des droits de l'homme

Après l'assaut nocturne de la police et du hezbollah dans le campus universitaire de Téhéran, en juillet dernier, le ministère des renseignements islamiques a procédé à l'arrestation de plusieurs centaines d'étudiants et d'opposants politiques. A l'heure actuelle nous n'avons toujours pas la moindre information quant à l'endroit où ils sont détenus ni de l'état dans lequel ils se trouvent. Les déclarations officielles des autorités de Téhéran présagent en tout cas un grave danger qui menace sérieusement leur vie. Accusés d'être des « agents des ennemis étrangers », de former un « complot contre la sécurité nationale » pour « renverser la République islamique », les détenus devront être traduits devant les tribunaux révolutionnaires où ils seront condamnés à huis clos à la peine capitale.

Ainsi, « triompher par la terreur » reste la seule manière dont le régime islamique compte réduire au silence les voix qui osent l'appeler à respecter les droits les plus élémentaires de l'homme.

Nous attirons par la présente votre attention sur la situation alarmante de ces détenus qui risquent aujourd'hui la mort pour avoir défendu la cause de la liberté. Nous sommes convaincus qu'il est possible de leur épargner un tel destin tragique, pourvu que nous agissions unanimement et sensibilisions les opinions au sujet d'un nouveau drame qui est sur le point de se produire en République islamique.

Si nous en appelons à votre conscience, c'est que nous pensons qu'il est inutile d'attendre de la justice islamique une action impartiale. Pour les démocrates iraniens, elle est devenue une machine d'intimidation et de terreur systématique. C'est pourquoi nous demandons à vous, défenseurs des droits de l'homme, d'utiliser tous les moyens nécessaires afin que toutes ces personnes détenues par l'Etat iranien soient immédiatement libérées.

Copie envoyée à :

- **Amnesty International**
- **Fédération internationale des ligues des droits de l'homme**
- **Ligue française des droits de l'homme**

IRAN, Répression, Terreur

Comité Iranien Contre la Répression et le Terrorisme d'Etat

42, Rue Monge 75005 Paris France
Fax : (0033) 0143441452
CCP 3943263 W la source

Communiqué Paris, le 12 septembre 1999

Iran : quatre personnes sont condamnées à mort par le tribunal révolutionnaire

Interviewé, dimanche 12 septembre 99, par le journal « République islamique », Gollamhossein Rahbarpour, le chef des tribunaux révolutionnaires de Téhéran, vient de confirmer que parmi les 1500 arrêtés lors des contestations étudiantes, de juillet dernier à Téhéran, quatre ont été condamnés à mort, condamnations approuvées, pour deux cas, par la Cour suprême de la république islamique. Selon Rahbarpour, l'affaire de deux cents autres arrêtés suivent leur cours et le tribunal révolutionnaire se prononcera sous peu à leur endroit pour « tentative de renverser la République islamique ». Les tribunaux, dit-il, disposent suffisamment de preuves pour confirmer la charge retenue contre les arrêtés. Selon lui, tous ceux qui sont déjà condamnés ou qui seront traduits devant le tribunal révolutionnaire appartiennent aux « groupes contre-révolutionnaires » conduits soit par les "ennemis étrangers" soit en collaborations avec eux pour mettre fin au « système sacré islamique » en Iran. Qui sont exactement ces « groupes » et individus ? Il s'agit, selon Rahbarpour, du « syndicat des étudiants et des diplômés » (sous la direction de Manoucher Mohammadi), du Parti de la Nation d'Iran (dont le chef Daryouche Forouhar a été assassiné avec son épouse à son domicile de Téhéran en automne dernier), de l'organisation étudiante (connue sous le nom de son président Tâbârzadi, emprisonné aussi pour « diffamation et mise en question du principe sacré de la République islamique »), d'Elâhé Amirentézam (épouse d'Abasse Amirentézam, condamné à perpétuité depuis 19 ans pour espionnage au profit des Etats-Unis)...

En effet, ce qui inquiétait dès le début des arrestations sommaires de juillet dernier, les défenseurs des droits de l'homme, vient ainsi de se produire : les étudiants et opposants laïcs ont été (et seront encore) condamnés à huis clos à la peine capitale par le tribunal révolutionnaire islamique, et ce au mépris des droits les plus élémentaires, à commencer par un procès transparent, équitable et en présence d'un jury et d'avocats choisis par les prévenus eux-mêmes. Toute conscience libre n'éprouve que l'indignation et le dégoût devant cette mascarade de la justice islamique qui est l'institution de l'arbitraire et du mépris du droit. Encore une fois les plus démunis sont victimes des conflits fractionnels du régime islamique, et en particulier au sein du pouvoir judiciaire.

Le « Comité iranien contre la répression et le terrorisme d'Etat » condamne vigoureusement ces décisions arbitraires prises par la justice islamique. Il demande à tous les défenseurs des droits de l'homme, au gouvernement français ainsi qu'aux instances européennes d'interpeller d'urgence, avant qu'il ne soit trop tard, les autorités iraniennes en exigeant l'annulation de ces condamnations et la libération immédiates de toutes les personnes arrêtées.

communiqué de presse

Collectif pour sauver les condamnés à mort en Iran

Sauvons les quatre étudiants condamnés à mort en Iran !

4 étudiants ayant participé aux manifestations de juillet 1999 à Téhéran ont été condamnés à mort par une juridiction d'exception lors d'un procès à huis clos. 2 des condamnations ont déjà été entérinés par la Cour Suprême de Justice. Deux cents autres étudiants sont en attente d'être jugés pour "tentative de renversement de la République islamique". Les organisations et personnalités membres du collectif appellent dès maintenant toutes les forces démocratiques, partis, syndicats, associations et mouvements des Droits de l'homme à :

- Exiger la libération immédiate de tous les détenus pour qu'ils puissent préparer librement leur défense avec le conseil de leur choix et l'arrêt de la répression et de la torture (flagellation et lapidation).
- Demander que les droits de la défense soient respectés et que des observateurs internationaux aient immédiatement accès au dossier des accusés et puissent suivre librement l'ensemble des procédures.
- Elles se déclarent indigné de la procédure appliquée aux prisonniers accusés d'espionnage en Iran.
- Elles invitent le Tribunal suprême à suspendre immédiatement l'exécution de la peine de mort.
- Elles rappellent la nécessité pour l'Union européenne et la France, notamment d'exiger dans leurs relations avec l'Iran un respect des droits fondamentaux de l'Homme.

**Elles appellent à un rassemblement près de l'Ambassade d'Iran à Paris :
le mardi 28 septembre à 18 heures 30 • Place d'Iéna, Métro Iéna**

Premières organisations signataires

Unef-ID, UNEF, France-Libertés, MRAP, Terre des hommes (France), La voix des jeunes de l'Essonne, Chiche, Mouvement de la Paix, SOS Racisme, Réseau Voltaire, FSU, Syndicat des Enseignants [FEN-UNSA], CCJ- CGT, Sud PTT, Sud Éducation, Les Verts, PCF, MJCF, LCR, Association de Défense des Prisonniers Politiques en Iran [ADPOI], Comité Iranien contre la Répression et le Terrorisme d'Etat, Comité pour la Démocratie en Iran, Collectif de soutien à la lutte du peuple iranien Mouvement de la Résistance Nationale Iranienne, Organisation des Fédaians du Peuple d'Iran [majoritaires], Union des Fédaians du Peuple d'Iran, Conseil Provisoire des socialistes de Gauche d'Iran, Parti démocrate d'Iran, Parti Démocratique du Peuple d'Iran, Organisation PARS, Iranian National Front [en Europe], Les Républicains d'Iran, Parti Républicain d'Iran, Organisation des Ouvriers révolutionnaires d'Iran, Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran, Dialogue et Démocratie, Collectif de soutien à la lutte du peuple Iranien, Comité Franco-Iranien contre la répression, Comité des Femmes Iraniennes contre la lapidation, Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme [ACTUS-Tchad], ERDDUN [Congo-Brazzaville], Collectif des Familles de Victimes [Congo - Brazzaville],

**Signatures à envoyer au groupe Vert Proche et Moyen-Orient :
Ahmed Bourid Fax : 01 40 63 98 81, Tél. : 06 16 12 32 21**

100 heures de solidarité pour les écrivains a s s a s s i n é s e n I R A N

Pour la mémoire des écrivains et des opposants iraniens assassinés :

- **Parvaneh ESKANDARI** ep. **FOROUHAR**, journaliste, assassinée le 21 novembre 1998.
- **Daryouche FOROUHAR**, opposant politique, assassiné le 21 novembre 1998.
- **Madjid CHARIF**, sociologue, disparu le 19 novembre 1998 et trouvé mort dans des circonstances suspectes le 25 novembre 1998.
- **Mohammad MOKHATARI**, poète et essayiste, membre de l'Association des Ecrivains Iraniens, disparu le 3 décembre 1998 et trouvé assassiné le 9 décembre 1998.
- **Mohammad-Djafar POUYANDEH**, sociologue et critique littéraire, membre de l'Association des Ecrivains Iraniens, disparu le 9 décembre 1998 et trouvé assassiné le 12 décembre 1998.

Association des Ecrivains Iraniens en exil

Association pour la défense des Prisonniers Politiques et d'Opinions en Iran
Comité Iranien COntre la répression et le Terrorisme d'état.